

8 MARS 2025

LUTTONS POUR LES DROITS DES FEMMES ! SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

**Toutes et tous ensemble, en France,
en Europe, dans le Monde !
Le droit des femmes sont de plus en
plus bafoués dans le monde.**

Les femmes sont les premières à subir les conséquences des décisions très souvent prises par des hommes par le monde. Femmes afghanes enfermées avec comme seul horizon, des fenêtres de parpaings, femmes de tous pays en guerre : affamées, meurtries, violées, assassinées...

Plus de 60 conflits dans le monde. Partout dans le monde, les femmes subissent toujours des agissements sexistes et des violences sexuelles, des viols, sont tuées...

Nous priver de notre liberté de revendiquer, de nous exprimer est une atteinte réelle à notre intégrité de femme !

Nos libertés et nos droits sont diminués voire annulés : accès aux soins, accès à l'information, à l'éducation...

**Ces situations liées au patriarcat
sont aggravées par l'arrivée
au pouvoir aux États-Unis
de masculinistes, virilistes,
hostiles au féminisme, contre
l'avortement... par la montée
de l'extrême droite. Nous vivons
toutes et tous dans un monde
en guerre ! Ou le Fascisme
augmente dangereusement !**

En Europe, l'extrême droite avance masquée, souvent à sa tête on trouve des femmes. Mais ne nous y trompons pas, l'extrême droite a comme projet de nier l'émancipation féminine et de limiter sa place à celle de mère au foyer.

Pour nous syndiquées, ces violences physiques et morales, ces inégalités, ces attaques à nos libertés, sont inacceptables.

Nos situations de travail avec ces temps partiels subis, ses journées à 12 heures, ses horaires décalés, atypiques, coupés, sa diminution des titularisations dans FPH, sont autant de situations et de décisions portant préjudices aux femmes. De plus en plus, elles subissent un déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle.

La CGT exige une société plus égalitaire, plus juste, où le bien-être est la valeur fondamentale, où nos libertés seront respectées, où l'utilité sociale de toutes les professions « *du soin et du social* » sera réellement reconnue.

De tout temps, la CGT s'est battue pour que disparaisse l'écart salariale de 26 %, pour ces métiers soient enfin revalorisés.

Pour revaloriser ces métiers, la CGT exige que la loi soit enfin appliquée car elle prévoit l'égalité de salaire pour un travail égal, mais aussi pour un travail de valeur égale. Ces secteurs d'activités sont occupés très majoritairement par des femmes, y investir, renforcer les services publics, reconnaître les qualifications exercées et créer des emplois stables, reconsidère les métiers à prédominance féminine, fait progresser l'égalité professionnelle et les salaires de toutes et tous, tous les jours, et tout au long de leur vie, assurant de fait la hausse des pensions.

La CGT combat toutes ses inégalités et revendique qu'investir dans les secteurs du sanitaire, du médico-social et du social privé et public est une urgence et cela doit passer par :

- Le respect réciproque des femmes et des hommes, la fin de la domination capitaliste et patriarcale.
- Une réelle prise en compte de la santé des femmes et des moyens nécessaires.

- Une réelle prise en compte des violences sexuelles et sexistes, dans les lieux de travail et hors-lieux de travail.
- La création de plans de formations et d'emplois, la nécessité de revaloriser les métiers et les salaires « *du soin et du social* » pour les rendre réellement attractifs et répondre à la mise en conformité à la directive européenne du 10 mai 2023 sur l'égalité professionnelle.
- L'impérative amélioration des conditions de travail et la réduction de la pénibilité de ces métiers par la réduction du temps de travail à 32 heures et un départ anticipé à la retraite.
- L'obligation d'allouer des moyens financiers supplémentaires à notre système de santé et de protection sociale et aux établissements par le biais de la loi de finance et la loi de financement de la sécurité sociale. Une prise en compte spécifique de la santé des femmes doit avoir lieu.
- La reconnaissance d'utilité publique du secteur du soin et de l'action sociale par un grand secteur public.

La santé et l'action sociale ne sont pas des marchandises et le secteur privé lucratif doit être totalement exclu de ces secteurs !

Le 8 mars, toutes et tous dans la rue pour obtenir l'égalité, contre les discriminations, pour de nouveaux droits pour les femmes, pour celles et ceux qui s'y apparentent, pour les salarié-e-s du sanitaire, du social et du médico-social privé et public !



IL EST TEMPS DE PRENDRE SOIN DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE QUI PRENNENT SOIN DE LA POPULATION PARTOUT DANS LE MONDE. NOS MÉTIERS SONT INDISPENSABLES, NOS REVENDICATIONS SONT COMMUNES ET JUSTES !